

peut-il pas prendre l'initiative et laisser les autres pays suivre notre exemple?

Le monde entier tient le Canada en grande estime pour la justice avec laquelle il traite tous les gens sans égard à leur pays de résidence ni à leur régime politique. On nous tient en haute estime à cause de la réponse humanitaire que nous faisons aux gens qui se trouvent en situation de crise, qu'elles soient provoquées par des tremblements de terre, des inondations ou la guerre.

Le Canada, sous des gouvernements libéraux, a toujours eu une attitude accueillante à l'égard des réfugiés du monde entier. C'est pourquoi nous avons pressé le gouvernement, par le truchement des déclarations de députés et de la période des questions, de prendre rapidement des mesures pour venir en aide aux réfugiés libanais, qu'ils soient pris dans les murs de Beyrouth ou hors des frontières du Liban.

[Français]

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Transcona): Monsieur le Président, je voudrais remercier la ministre des Relations extérieures et du développement international (M^{me} Landry) de nous avoir parlé au sujet du Liban ce matin. Comme la ministre l'a déclaré, les événements au Liban nous inquiètent tous et les députés du Nouveau parti démocratique voudraient exprimer leur compassion pour les victimes de la guerre civile, une guerre qui devient plus en plus tragique.

Nous sommes heureux que le gouvernement canadien ait pris quelques mesures pour aider le Liban, par exemple, la subvention de 500 000\$. Et nous donnons notre appui aux efforts du gouvernement de la France, soit diplomatiques, soit humanitaires.

[Traduction]

Je pense en particulier aux mesures prises par la France pour évacuer les blessés. Nous savons que c'était une entreprise dangereuse et nous apprécions ce qu'ont fait les Français.

Ayant offert un mot d'encouragement au gouvernement qui vient d'accorder 500 000\$ d'aide, je veux dire également, comme mon collègue libéral, que ce n'est pas suffisant. Il y a bien d'autres choses que le gouvernement aurait pu faire et qu'il n'a pas faites jusqu'à maintenant.

Nous appuyons l'espoir du gouvernement que le comité ministériel de la Ligue arabe pourra provoquer des négociations politiques dans un contexte où l'on pourrait trouver une solution pacifique. Nous sommes d'avis également que la Syrie et toutes les factions libanaises devront faire preuve d'un peu de bon sens et arrêter cette

Déclarations de ministres

violence qui ne saurait conduire à un Liban que tout le monde souhaiterait voir.

• (1120)

Nous pensons aussi que le gouvernement canadien aurait pu utiliser son siège au Conseil de sécurité pour faire preuve de leadership. C'est une critique que nous avons déjà formulée, non seulement au sujet du Liban, mais aussi d'autres questions. Pourquoi avons-nous fait des pressions pendant deux ans pour avoir un siège au Conseil de sécurité si nous ne prenons aucune initiative, que ce soit réclamer un débat d'urgence sur le Liban ou quelque chose d'autre. Nous ne sommes tout de même pas là uniquement comme spectateurs, ou à attendre que d'autres agissent pour les appuyer, comme ce fut le cas pour l'initiative des Français cette fois-ci? Ce n'est pas là le rôle que le Canada a joué dans l'histoire. Nous espérons que le gouvernement canadien sortira enfin de l'ombre et commencera à jouer un rôle plus actif comme il voulait si désespérément le faire lorsqu'il a demandé de siéger au Conseil de sécurité.

Nous partageons avec tous les Canadiens la même compassion non seulement à l'égard de la souffrance des habitants du Liban, mais aussi à l'égard de l'angoisse de la communauté libanaise ici, au Canada. Il n'y a pas si longtemps, cette angoisse s'est manifestée sur la colline du Parlement sous la forme d'un détournement d'auto-car. Les gens doivent s'inquiéter terriblement de ce qui se passe dans leur pays natal et de ce qui arrive à leurs parents et amis. Comme l'a dit le député libéral, nous prions instamment le gouvernement de prendre les mesures qui s'imposent pour accélérer l'examen des demandes de statut de réfugié présentées par les personnes qui sont au Liban et aussi par celles qui sont dans un tiers pays. Le gouvernement doit faire tout ce qu'il peut pour examiner les demandes de ces réfugiés dont le sort préoccupe non seulement la communauté libanaise au Canada, mais tout le monde.

Le gouvernement a mentionné la francophonie, et j'espère qu'il fera son possible pour en faire un forum politique où l'on peut se pencher sur ce genre de situation, de la même façon que le Commonwealth est devenu un forum où l'on se penche sur des questions comme celles touchant l'Afrique du Sud. Au dernier sommet de la francophonie, les questions telles que les violations des droits de la personne venaient presque au dernier rang à l'ordre du jour, qui n'était pas axé sur les conflits. Le gouvernement doit amener la francophonie à s'intéresser davantage à ces questions s'il veut qu'elle joue le rôle important qu'elle est capable de jouer à l'échelle mondiale.